

Revue de presse 1^{er} au 15 juillet 2022



Table des matières

Mission inclusion	3
André Dufour à la présidence du C.A. du MBAM Grenier aux nouvelles – 2022-07-044	4
Champs d'action au Québec	6
Communauté nourricière : Bromont met la table	7
La Voix de l'Est – 2022-07-067	
Un espace plus spacieux et plus sécuritaire pour les itinérants à Shawinigan	10
Le Nouvelliste – 2022-07-0710	
Crise du logement : la situation s'est améliorée pour des ménages de Granby	12
Radio-Canada – 2022-07-0912	
Le Circuit des Frigos TOUSKI est prêt pour la belle saison estivale!	13
Sorel Tracy Magazine – 2022-07-1113	
Le Centre éducatif en agriculture urbaine voit le jour au Grand Marché	14
Métro – 2022-07-13 – p. 1, 4	
Jeux du Québec : les surplus alimentaires seront redistribuées	16
Le Courrier Laval – 2022-07-1516	
Champs d'action à l'international	18
Au Niger, les «bandits» aggravent la malnutrition	19
Le Monde – 2022-07-08 – p. 519	
Haïti un an après l'assassinat du président, c'est possible de s'en sortir!22	
Le Soleil – 2022-07-09 – p. 44	
Huit milliards d'humains d'ici à la fin 2022	24
Le Monde – 2022-07-12 – p. 8, 924	
Actualité à surveiller	28
Rien à signaler	29



Mission inclusion



André Dufour à la présidence du C.A. du MBAM

Grenier aux nouvelles – 2022-07-04

https://www.grenier.qc.ca/nouvelles/28783/andre-dufour-a-la-presidence-du-ca-du-mbam

Le Musée des beaux-arts de Montréal (MBAM) dévoile la nouvelle composition de son conseil d'administration. La présidence est confiée à Me André Dufour, qui succède à Pierre Bourgie. Le Musée sera dorénavant administré par un conseil composé de 15 membres, dont le directeur général, Stéphane Aquin, nommé d'office.

Les membres du Conseil sont :

- Stéphane Aquin, directeur général, Musée des beaux-arts de Montréal;
- Me André Dufour, associé directeur régional, Montréal, Borden Ladner Gervais ;
- Me Alix d'Anglejan-Chatillon, associée et co-chef du groupe Produits et services financiers, Stikeman Elliott;
- Clare A. Chiu, directrice générale, Warwick Hotels & Resorts;
- Sébastien Fauré, associé principal et chef de la direction, Bleublancrouge, et cofondateur, collectif Humanise;
- Sari Hornstein, historienne, auteure et consultante en affaires ;
- Yolande James, directrice générale, Diversité et inclusion, Radio-Canada;
- G. Pierre Lapointe, vice-président du conseil et directeur principal de la Gestion privée de patrimoine, Jarislowsky Fraser;
- Stéphanie Marchand, vice-présidente, Production, Behaviour Interactif;
- Lillian Mauer, administratrice de sociétés ;
- Alexandre McLean, président et chef de la direction, Alvéole ;
- Alanis Obomsawin, documentariste, cinéaste et productrice, Office national du film du Canada
 ;
- Jessica Pathy, auditrice CPA et administratrice de sociétés ;
- Pierre Raymond, consultant et administrateur de sociétés ;
- Jonathan Tétrault, associé directeur, Sagard Holdings.
- andreMe André Dufour © OSA Images

André Dufour désigné président du Conseil du MBAM

Nommé à la présidence du conseil d'administration du MBAM, André Dufour est avocat en droit des affaires et spécialiste en fusions et acquisitions. Il est associé directeur régional du cabinet pancanadien Borden Ladner Gervais (BLG), qui célébrera l'an prochain son 200e anniversaire. Collectionneur d'art (principalement d'art contemporain canadien), il est membre du comité d'acquisition d'art québécois et canadien du MBAM depuis 2016 et siège au conseil des fiduciaires de la Fondation du Musée depuis 2014. Engagé dans sa communauté, il est également membre du conseil d'administration de Mission inclusion, organisme qui intervient au Québec et à l'étranger pour promouvoir l'inclusion sociale, et du conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

«C'est un immense privilège d'assurer la présidence du conseil d'administration du Musée des beaux-arts de Montréal, une institution dont la mission me tient profondément à coeur. C'est avec humilité que je prends le relai de Pierre Bourgie, un homme de passion et de conviction dont je souhaite saluer l'engagement et le travail exemplaire qu'il a accompli au sein du Conseil. La



constitution du nouveau conseil que j'ai l'honneur de présider repose sur les plus hauts standards de gouvernance. Je suis convaincu que les compétences et l'expertise de ses membres sont une force vive pour le MBAM, qui entame un nouveau chapitre de sa longue histoire», affirme André Dufour, président du conseil d'administration du MBAM.



Champs d'action au Québec



Communauté nourricière : Bromont met la table

La Voix de l'Est - 2022-07-06

Par : Jean-François Guillet

https://www.lavoixdelest.ca/2022/07/06/communaute-nourriciere-bromont-met-la-table-01b021bfef1b686df2344dafb7571143

Le concept de communauté nourricière se veut rassembleur. C'est exactement ce qu'a préconisé Bromont en dévoilant son plan d'action en la matière, mercredi, en réunissant des citoyens et plusieurs acteurs et organismes qui œuvrent dans cette vaste sphère à la place publique.

« C'est un grand jour. Vraiment, on met la table. Au début du projet, on était dans le théorique. Maintenant, on est dans l'action. Une communauté nourricière, c'est comme une grande famille qui se réunit pour célébrer ce que chacun a de meilleur. On peut boire, manger, goûter ensemble toute la richesse des produits locaux. C'est formidable », a indiqué en entrevue la conseillère municipale Claire Mailhot, qui chapeaute l'initiative.

Pour cette dernière, il était incontournable que Bromont mette en branle un plan d'action en ce sens.

« Ce qui nous nourrit, c'est la base. Je suis consommatrice de produits locaux depuis longtemps. C'est une grande fierté de manger local. L'empreinte environnementale est moindre. La pandémie a vraiment été une onde de choc pour nous démontrer que de dépendre de grosses chaînes d'approvisionnement, ça nous met à risque. On a un superbe garde-manger ici. La moitié des terres à Bromont sont en zone verte (agriculture). C'est une industrie super importante et on doit la soutenir. Et chaque citoyen peut faire de petits gestes au sein de la communauté nourricière. »

Le processus pour élaborer un plan d'action s'est échelonné sur 18 mois. On a d'abord formé un comité regroupant une quinzaine de personnes. On parle de producteurs, de transformateurs et de distributeurs puis de consommateurs et de gens issus du domaine de la revalorisation des produits alimentaires à Bromont.

Pour avoir un portrait global, on a notamment sondé la population, les producteurs ainsi que les organisations qui œuvrent dans le secteur bioalimentaire. « On a obtenu les besoins de chacun des différents acteurs et leur vision d'avenir. On a aussi fait une étude en partenariat avec le MAPAQ (ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec) et le CLD Brome-Missisquoi pour recueillir le plus d'informations possible à propos des producteurs d'ici », a spécifié Claire Mailhot.

On a ainsi relevé plus de 100 entreprises dans le domaine alimentaire, entre autres une quarantaine de producteurs, ayant une dizaine de kiosques ouverts au public. On a aussi répertorié près de 40 restaurants, en plus des traiteurs, bouchers et autres.

Le plan d'action s'articule autour de six grandes orientations: optimisation du cycle de vie des produits, un territoire plus productif, une demande de proximité accrue, un accès amélioré aux aliments sains et favoriser les entreprises prospères et responsables.



En ce qui concerne les producteurs, Bromont veut les promouvoir davantage. La Ville détient une terre de 32 acres, en bordure du chemin Racine. Elle est actuellement louée. « On veut voir comment on pourrait la mettre davantage en valeur en adoptant des modèles agricoles innovants. »

De plus, Bromont veut implanter des végétaux comestibles et mellifères dans les jardins publics. C'est déjà le cas au pavillon d'accueil du parc des Sommets, récemment inauguré. Le « cadre réglementaire » pourrait également favoriser l'agriculture et les poules urbaines, a cité en exemples Claire Mailhot.

La création d'un marché public est aussi dans les cartons. « On est en réflexion. Veut-on un marché public traditionnel ou pourrait-on innover en mettant à profit nos restaurateurs? On est vraiment une ville gourmande, alors on doit mettre cet aspect de l'avant, a dit Mme Mailhot. On veut favoriser l'achat local en favorisant nos producteurs. » L'initiative devrait voir le jour à la place publique. « Mais ce ne sera pas cet été », a spécifié la conseillère municipale.

Bromont projette également de se doter d'un second jardin communautaire. Celui-ci serait aménagé dans le quartier Adamsville « si la population en veut et que l'on a un endroit potentiel », a indiqué celle qui chapeaute le projet.

L'initiative « Bromont à la ferme » est aussi de retour en août. Les gens pourront ainsi assister à trois spectacles chez des producteurs bromontois. Comme l'an passé, en plus des prestations musicales, un restaurateur sera sur place.

Parmi les gestes simples pour promouvoir l'achat local et mettre les producteurs en valeur, Bromont a répertorié sur la carte de son réseau de sentiers la dizaine de kiosques, incluant leurs coordonnées.

Vitrine

Le projet de communauté nourricière est une vitrine « exceptionnelle » pour les producteurs locaux, a fait valoir Joany Brodeur, copropriétaire de l'huilerie l'Arôme des champs. « Ce n'est pas évident d'avoir de la visibilité comme producteur. Environ 20% de la population nous connaissent. Le projet de ville nourricière est un très bel outil pour mettre le "spotlight" sur nous », a dit la jeune entrepreneure.

« Ça permet aussi de hausser le niveau d'engagement entre les producteurs, a-t-elle ajouté. On se sent tous interpellés. C'est hyper important pour créer le mouvement et amener plus de gens à consommer des produits locaux. »

Yvon Desnoyers, à la tête du jardin écologique « Les Coccinelles » à Bromont, abonde dans le même sens. « C'est un gros plus que les gens puissent prendre conscience de l'importance de la qualité de produits locaux à leur disposition. Et par le fait même, il y aura plus de gens qui s'intéresseront à l'agriculture urbaine. »

Le concept de communauté nourricière est déjà au cœur des activités du Centre Marguerite Dubois. « C'est une très belle initiative qui nous met définitivement sur la "mappe", a mentionné la directrice générale de l'organisme, Valérie Marin. En plus des dons des épiciers, on reçoit des produits de maraîchers locaux chaque semaine. Il y a une très belle synergie dans la



communauté. Ça nous a permis de distribuer 1125 portions alimentaires par mois à la population. Et je suis vraiment enthousiaste pour la suite. »

« Sans une communauté engagée et dynamique, on ne peut pas mener un projet comme celuilà à bon port, a pour sa part fait valoir le maire de Bromont, Louis Villeneuve. Je suis certain que le projet de communauté nourricière va faire des petits. C'est sain, porteur. C'est important de favoriser l'autonomie alimentaire, l'achat local et l'anti-gaspillage. Avant, ça restait plus au stade de concepts. Mais, ce n'est plus le cas. On est dans l'action. »



Un espace plus spacieux et plus sécuritaire pour les itinérants à Shawinigan Le Nouvelliste – 2022-07-07

Par : Sébastien Lacroix

https://www.lenouvelliste.ca/2022/07/07/un-espace-plus-spacieux-et-plus-securitaire-pour-les-itinerants-a-shawinigan-a26028e2e4e6a75d0fb782910b3692bd

D'un local qui était devenu beaucoup trop petit et mal adapté dans le quartier Saint-Marc, le centre d'hébergement le Hamac est maintenant situé dans un grand loft au centre-ville de Shawinigan. Un service qui est d'ailleurs de plus en plus en demande avec la pénurie de logements pour une clientèle qui, en grande majorité, est composée de personnes ayant des problématiques en santé mentale ou en toxicomanie.

Grâce à un investissement de l'ordre de 460 000 \$, l'ensemble du deuxième étage d'un immeuble qui abritait trois appartements, au 423, 4e rue de la Pointe, a fait l'objet de travaux majeurs de rénovations et d'isolation.

Ceux-ci ont permis d'aménager les installations nécessaires pour accueillir six à sept résidents en suivi régulier, quatre à cinq qui sont de passage en refuge pour la nuit et un dans une chambre en transit sécurisé pour les personnes désorganisées ou en état de consommation avancée.

Ainsi, les personnes en situation d'itinérance et en crise psychosociale ont maintenant accès à des espaces beaucoup mieux adaptés. Des corridors très larges, des chambres séparées, une grande cuisine et un espace commun à aire ouverte, ainsi que des salles de bain tout à fait adéquates sont maintenant à la disposition des bénéficiaires. Des lits de camp sont aussi disponibles dans une pièce à l'entrée pour les sans-abris qui ne sont que de passage pour la nuit.

De plus, en étant situé au deuxième étage de l'immeuble qui abrite déjà la Tablée populaire, les résidents pourront s'alimenter plus facilement. Des plateaux de travail sont aussi disponibles dans la bâtisse, avec la présence d'une friperie et d'un atelier d'ébénisterie.

En étant au centre-ville, l'organisme se rapproche également des bureaux de services gouvernementaux pour faciliter l'accompagnement des usagers vers la recherche d'emploi, la demande de carte d'assurance maladie, les demandes d'aide sociale, le palais de justice, etc.

Il s'agit là d'un grand contraste avec le local de la rue Viger, où était situé le Hamac depuis sa création en 1989, qui était devenu désuet et qui était plus éloigné des services de réinsertion. «Il y avait des fuites d'eau au plafond. Il y a eu des fourmis et des souris. C'était très vieux. Les chambres étaient en occupation double, alors qu'ici c'est en occupation simple. Ce qui est beaucoup plus simple pour la gestion», précise Frédéric Trudelle, le directeur général du Centre Roland-Bertrand qui chapeaute le service.

De plus, les nouveaux locaux sont aménagés dans un bâtiment dont l'organisme est déjà propriétaire, alors que ceux sur la rue Viger étaient en location, a souligné le président du Centre Roland-Bertrand, Pierre Nadeau. Ceci permettra à l'organisme plus de latitude pour y faire des améliorations. D'ailleurs, un monte-personne doit éventuellement être aménagé pour les personnes à mobilité réduite ou vieillissantes.

Des besoins grandissants



On estime que, pour le moment, les installations répondent aux besoins de la clientèle du Hamac qui accueille annuellement près de 200 personnes qui viennent y passer quelques jours. «Dans les pointes d'achalandage, on peut se rendre jusqu'à douze à treize personnes, mais au quotidien, il y en aura plus souvent neuf ou dix», mentionne Frédéric Trudelle.

Celui-ci convient toutefois que les besoins se font sentir depuis quelques mois. «Depuis l'automne 2021, il y en a plus qu'avant en raison du manque de logements et de la difficulté de trouver du logement, indique-t-il. Des logements, il y en a d'accessibles à 1300 \$ par mois. Des logements à 300 \$ ou 400 \$, qui sont salubres, il n'y en a pas tant que ça à Shawinigan. Notre clientèle est marginalisée, donc c'est sûr que ce n'est pas le premier choix des propriétaires.»

En ayant huit chambres au lieu de quatre en occupation double dans l'ancien Hamac, la capacité d'accueil a d'ailleurs été quelque peu augmentée. Le centre d'hébergement avait d'ailleurs été contraint de refuser plus de 150 personnes en 2021 en raison des contraintes sanitaires, puisque son nombre de places s'en trouvait réduit de huit à quatre.

En effet, au plus fort de la crise, la colocation était interdite par la Santé publique. L'organisme devait rediriger les personnes vers des chambres d'hôtel ou un logement adjacent sur la rue Viger, mais la gestion de deux sites devenait de plus en plus compliquée pour l'organisme. «Ça nous a crevé le cœur d'être obligés de réduire de moitié nos places avec la pandémie et de voir les besoins qu'il y avait», raconte la directrice clinique, Marie-Hélène Trudel, qui œuvre au Hamac depuis un peu plus de 20 ans.

«Les améliorations dans le nouveau Hamac vont permettre d'élargir les interventions avec des seuils d'admissibilité adaptés, tout en offrant un milieu de travail sécuritaire et plaisant pour tout le monde, ajoute-t-elle. Ça fait plusieurs années qu'on rêve à ce Hamac. C'est maintenant concret et on pourra être plus créatif pour ce qui est des interventions auprès des gens qui seront hébergés ici.»

Pour arriver à réaliser son projet, le Centre Roland-Bertrand a notamment reçu l'appui d'un généreux donateur anonyme, de l'architecte Renée Tremblay, de Construction Cha-Ric, de Meubles Jacob, du ministère de la Santé et du CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec via le programme canadien de lutte contre l'itinérance «Vers un chez-soi».



Crise du logement : la situation s'est améliorée pour des ménages de Granby Radio-Canada – 2022-07-09

https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1896956/granby-logement-crise-baux-premier-juillet-demenagement

La situation se résorbe à Granby un peu plus d'une semaine après la vague de déménagements. Sur six ménages, il n'en reste plus qu'un seul qui se trouve dans une situation critique.

On réussit tranquillement pas vite à s'approcher de la sortie, si on peut dire cela de façon positive, explique la mairesse de Granby, Julie Bourdon. Je ne dis pas que tout est parfait, mais on a vu des améliorations au niveau du logement avec notre service d'aide qu'on a mis en place.

Cependant, près d'une cinquantaine de ménages se trouvent toujours sans bail. Ces derniers sont hébergés chez des proches. À ce jour, on n'a plus personne d'hébergé à l'hôtel à notre charge. Donc on peut voir ça positivement, mais notre service va continuer de travailler et de soutenir ces familles-là pour essayer de leur trouver quelque chose.

Malgré cette embellie, la mairesse espère que des solutions à long terme seront mises en place pour aider les municipalités.

- « On cherche des solutions, mais l'ensemble des villes, on est quand même assez clair sur le sujet, on a besoin d'avoir des programmes qui viennent nous aider parce qu'on ne peut pas soutenir cela toute seule. Il y a donc des demandes qui sont faites au niveau du gouvernement du Québec de venir adapter les programmes et de venir ajouter des sommes supplémentaires évidemment. »
- Une citation de Julie Bourdon, mairesse de Granby

Dans cette crise du logement sans précédent, il n'est pas question de rester les bras croisés pour la municipalité. C'est sûr que nous, comme Ville, on ne peut pas gérer le prix du marché outre que si on s'implique dans les projets comme les logements sociaux et les logements abordables donc c'est sûr que nous allons continuer d'avancer dans cette lignée-là.

- « Il va y avoir d'autres mesures qu'on va continuer de mettre en place pour s'assurer qu'il y ait plus de logements autant du privé que de l'abordable et du social pour vraiment répondre à l'ensemble des besoins. »
- Une citation de Julie Bourdon, mairesse de Granby



Le Circuit des Frigos TOUSKI est prêt pour la belle saison estivale!

Sorel Tracy Magazine – 2022-07-11

https://www.soreltracy.com/le-circuit-des-frigos-touski-est-pret-pour-la-belle-saison-estivale/

Sorel-Tracy, le 11 juillet 2022 – Les parrains des Frigos TOUSKI ont aménagé leur emplacement pour que le tout soit convivial, accueillant et pouvant bénéficier au plus grand nombre de personnes possible!

Le Circuit des Frigos TOUSKI vise à redistribuer l'abondance alimentaire pour réduire le gaspillage. Tous peuvent venir déposer des denrées ou bien en récupérer. Le citoyen, les producteurs maraîchers ou autres, les institutions sont invitées à venir partager l'abondance.

Emplacement	Organisme parrain	Adresse
Carrefour de la vieille Gare	Marché urbain Pierre-De Saurel	191 rue du Roi, Sorel-Tracy
Parc Raymond-Perron	Carrefour communautaire Saint-Roch de Richelieu	635 rue Lambert, St-Roch de Richelieu
La Porte du Passant	La Porte du Passant	80 rue Phipps, Sorel-Tracy
Presbytère à la municipalité de St-David	Comité de citoyen avec la Municipalité de Saint-David	11 rue de la Rivière-David
Parc Multigénérationnel Alphonse-Desjardins, Saint-Ours	Carrefour communautaire l'Arc-en-ciel	2533 rue du Richelieu, Saint-Ours
Groupe d'entraide Sorel-Tracy	Groupe d'entraide Sorel-Tracy (GEST)	1225 route Marie-Victorin, Sorel-Tracy
CEGEP de Sorel-Tracy* (destiné à la communauté collégiale)	Comité Vert du CEGEP de Sorel-Tracy	3000 Boulevard des étudiants, Sorel-Tracy
Mairie de Massueville	Municipalité de Massueville	246 rue Bonsecours

Cette initiative est un projet collectif des organismes siégeant au sein de la Table de concertation Agir pour la sécurité alimentaire Pierre-De Saurel.

Soyons fiers de cette réussite locale et contribuons à son succès ! Pour de plus amples informations :

Page FACEBOOK du Circuit des Frigos TOUSKI



Le Centre éducatif en agriculture urbaine voit le jour au Grand Marché

Métro - 2022-07-13 - p. 1, 4

Par: Vincent Desbiens



L'organisme spécialisé en agriculture urbaine les Urbainculteurs ont dévoilé leur toute nouvelle initiative, le Centre éducatif en agriculture urbaine (CÉAU), le 29 juin dernier.

Le tout dernier projet de l'organisation est son plus ambitieux à ce jour et lui permettra d'informer davantage la population sur les bienfaits de cette pratique agricole.

La Ville de Québec avait lancé un appel d'intérêt pour l'ouverture d'un centre éducatif en agriculture urbaine, à l'hiver 2021. Ce sont finalement les Urbainculteurs qui ont été choisis pour piloter le dossier. Un peu plus d'un an plus tard, le CÉAU est né. «C'est un grand moment pour l'agriculture urbaine à Québec. C'est une grande fierté pour nous de voir que la Ville nous fait confiance pour développer ce projet qui est appelé à évoluer dans le temps», se réjouit le directeur général de l'organisme, Johann Girault.

La Ville de Québec a injecté 200 000\$dans la mise sur pied de l'initiative, dont 100 000\$proviennent du volet Vision du développement des activités agricoles et agroalimentaires dans l'agglomération de Québec 2021-2025. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec a également accordé une subvention de 50 000\$pour la réalisation du projet.

Le CÉAU prendra la forme d'un kiosque d'information situé au Grand Marché de Québec voué à conscientiser la population sur l'importance de l'agriculture urbaine dans l'amélioration de



l'autonomie alimentaire. En plus du kiosque principal, plus d'une dizaine de stations d'information seront installées un peu partout sur le terrain d'ExpoCité d'ici l'été 2023.

«L'objectif, c'est de donner les outils nécessaires à la population pour qu'elle mise sur l'agriculture urbaine. Ça donnera le pouvoir d'agir aux gens qui auront acquis de nouvelles connaissances», explique la chargée de projet du CÉAU, Ariel Girard-Bouchard.

Éduquer En plus d'informer ceux qui s'intéressent à l'agriculture en ville, l'organisme compte également miser sur l'éducation pour poursuivre sa mission. Les Urbainculteurs ont donc préparé des trousses pédagogiques s'adressant aux élèves du primaire et du secondaire.

Les outils pédagogiques visent à captiver les jeunes pour les amener à s'intéresser davantage au monde agricole, aux types de production, aux métiers de l'agriculture et à la transformation alimentaire.

Depuis son ouverture, le kiosque du Grand Marché compte sur la présence de deux animateurs horticoles pour informer la population. Au fil du temps, l'organisation compte organiser des ateliers de découvertes «ludiques et interactifs» qui correspondront à tout le monde, du novice au plus avancé. Les Urbainculteurs comptent, entre autres, faire venir des animateurs invités provenant d'autres organismes afin qu'ils partagent leur expertise avec ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances dans le domaine agricole.

«Nous prévoyons de nombreuses activités interactives avec les jeunes et moins jeunes afin de transmettre le mieux possible notre passion aux citoyens, les rendre ainsi plus autonomes dans leur production de nourriture et plus conscients aussi des enjeux relatifs à l'agriculture urbaine et de proximité», conclut le directeur général. M Pour plus d'information sur le Centre éducatif en agriculture urbaine de Québec, rendez-vous au urbainculteurs.org.



Jeux du Québec : les surplus alimentaires seront redistribuées

Le Courrier Laval - 2022-07-15

Par : Jade Baril

https://courrierlaval.com/jeux-du-quebec-les-surplus-alimentaires-seront-redistribuees/

L'organisme Enfant d'abord est l'heureux élu qui recevra les surplus alimentaires qui proviendront de cette édition lavalloise très attendue des Jeux du Québec.

Référé par le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Laval, Enfant d'abord pourra offrir davantage d'aide alimentaire aux familles les plus vulnérables de Chomedey.

L'organisme va mettre les excédents dans des boîtes d'urgence et en collaboration avec Au Panier, un autre organisme qui se situe dans le centre communautaire Jean-Paul Campeau, plusieurs paniers de dépannage alimentaire seront distribués.

«Quand nous avons discuté avec Marc DeBlois, le directeur général de la 55<+>e<+> Finale des Jeux du Québec, notre réaction était tellement vive d'apprendre que nous avons été sélectionnés pour un aussi grand don de nourriture», souligne Edith Athus, directrice générale d'Enfant d'abord.

Notons qu'il est difficile d'estimer la quantité de familles qui bénéficieront de cette donation. Le nombre d'appels pour recourir à ces services varie énormément chaque semaine.

Générosité grandissante

Edith Athus est éblouie de constater l'altruisme grandissant auprès des organismes lavallois, sans oublier les entreprises.

«C'est incroyable de voir que des organismes et entreprises ont vraiment à cœur la saine alimentation des familles vulnérables de Laval», se réjouit Mme Athus.

Celle qui a eu la chance d'assister à la Coursive communautaire de la Place Bell, pour célébrer le coup d'envoi des Jeux du Québec, note que les membres du comité organisateur ont un engouement pour venir en aide à la population lavalloise.

«Lorsque nous nous sommes rendus à la Place Bell, la direction était très heureuse de nous voir, partage-t-elle. Leur enthousiasme était palpable et ça m'a beaucoup marqué.»

De plus, il n'y a pas que les Jeux du Québec qui feront preuve de générosité. Le 14 juillet, Enfant d'abord a reçu d'une compagnie en construction près de 200 sandwichs accompagnés de collations pour garnir les boîtes de dépannage.

«Je suis au Québec depuis 42 ans et j'ai travaillé pour de nombreux organismes, mentionne Edith Athus. Cet élan de générosité qui ne cesse de grandir, et ce, malgré la pandémie. C'est extraordinaire.»

Sous-effectif



Le manque de personnel a causé quelques ralentissements dans l'acheminement des activités de l'organisme, notamment au jardin collectif.

À quelques pas du centre communautaire Jean-Paul Campeau se trouve ledit jardin où poussent plusieurs types de fruits et légumes.

Cet été, les membres ont tout de même pu récolter quelques aubergines, tomates et zucchinis. «On espérait avoir un meilleur rendement, mais le manque de main-d'œuvre a causé tout un ralentissement, explique la directrice générale d'Enfant d'abord. Néanmoins, on commence à regagner de la vitesse.»

Pour les horticulteurs du jardin, la grande saison se déroule de la fin du mois d'avril à la mi-juin. Les mois suivants consistent à désherber et récolter les aliments.

D'ailleurs, Enfant d'abord a reçu un don de pommes de terre dont certaines ont pu être plantées dans des chaudières afin d'en faire des plants.

Aussi, deux fois par semaine, un groupe de jeunes qui doivent effectuer des travaux communautaires et compensatoires viennent travailler dans le jardin.



Champs d'action à l'international



Au Niger, les «bandits» aggravent la malnutrition

Le Monde - 2022-07-08 - p. 5

Par : Christophe Châtelot



Le district de Maradi, voisin du Nigeria, est pris en étau entre crise alimentaire et activités de groupes armés

Niamey, Maradi - envoyé spécial - Le centre de santé de la commune nigérienne de Dan Issa, géré par Médecins sans frontières (MSF), à quelques kilomètres du Nigeria, est en état d'alerte préventive. Sous les toits en tôle des salles d'accueil, plusieurs dizaines de femmes viennent faire vacciner leurs enfants affaiblis et recevoir des tubes de pâte hyperprotéinée. Routine annuelle en cette «période de soudure», ces mois d'été qui vident les réserves des familles et les plongent dans une situation d'insécurité alimentaire jusqu'à la prochaine récolte de l'automne. En priant pour qu'elle soit bonne. En 2021, la production agricole a plongé de 40 %.

Dans la région administrative de Maradi, dont dépend Dan Issa, cette précarité liée aux conditions climatiques sahéliennes particulièrement rigoureuses est aggravée par l'activité de groupes criminels agissant de part et d'autre de la frontière. En 2021, le centre de santé était en première ligne. Le docteur Oumar avait ainsi vu déferler, de façon inattendue, des milliers de Nigérianes et



leurs enfants en situation de malnutrition aiguë et sévère. «?Ils fuyaient les attaques des bandits?», raconte le directeur du centre de santé.

«Le vol de bétail existe depuis toujours dans la région, mais le phénomène a pris d'énormes proportions ces dernières années», explique Amadou Cheiffou, ancien premier ministre (1991-1993) originaire de la région. «Les cortèges de déplacées nigérianes ont plus que doublé entre 2019 et 2021. L'année dernière, 40 000 femmes ont passé la frontière pour amener leurs enfants malnutris dans nos centres», détaille Renée Madrolle, cheffe de la mission MSF au Niger.

Un an plus tard, le centre de santé de Dan Issa augmente donc ses capacités d'accueil. «Même sans violences, le pic est à venir d'ici quelques semaines. Avec la saison des pluies, les cas de paludisme vont se multiplier et aggraver l'état de santé des enfants, qui souffrent déjà de carence alimentaire», explique le docteur Oumar.

Le tableau de bord du centre affiche le nombre de 600 visites par semaine. A l'été 2021, au moment de la crise, il y en avait plus du double, dont 60 % de patients nigérians. Les enfants les plus atteints sont amenés à l'hôpital de Madarounfa, situé à une dizaine de kilomètres, où MSF est chargé du département pédiatrique. Là aussi, l'ONG monte des tentes supplémentaires. Cette année, elle espère ne pas être débordée. Outre ses cinq centres de santé (soit 800 lits, couvrant 50 % de la population du district de Maradi), l'organisation a également installé une importante unité de soin à Katsina, de l'autre côté de la frontière, au Nigeria.

«Kidnapping d'éleveurs»

Parallèlement, la situation sécuritaire s'est améliorée ces derniers mois. «L'activité des bandits a baissé», constate un officier nigérien. C'est notamment le résultat de l'opération militaire baptisée «Chasse au hérisson», lancée par l'armée du Nigeria contre les groupes armés, à la fin de l'été 2021. «Ça a été assez brutal! Les marchés où ils écoulaient le bétail volé, cœur de leur activité, ont été interdits pour tout le monde; les connexions téléphoniques coupées; les postes-frontières fermés», explique Hassane Baka, influent patron régional de l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger.

Le passage clandestin de la frontière pour les animaux volés se compliquant, les bandits ont diversifié leur activité. «Au lieu de voler le bétail, ils sont passés au kidnapping d'éleveurs ou de leur famille et ils se sont repliés dans l'immense forêt protégée de Baban Rafi [située à l'ouest de Maradi], à cheval sur les deux pays», ajoute-t-il.

Selon un riche éleveur peul, une autre raison explique cette accalmie: «Les autorités locales nigérianes ont acheté la paix auprès des bandits.» Cette «transaction» se serait déroulée le 2 juin lors d'une réunion de suivi de l'accord de 2017 organisant la transhumance transfrontalière entre la région de Maradi et l'Etat de Katsina au Nigeria. «L'argent leur a été versé sous couvert de financements de projets sociaux qui ne verront jamais le jour. Officiellement, nos Etats ne négocient pas avec eux», rappelle notre interlocuteur, présent à cette rencontre organisée au Nigeria aux côtés d'officiels des deux pays. Le double objectif est d'instaurer un climat favorable à l'organisation de la présidentielle nigériane prévue en février 2023, et de permettre aux paysans d'ensemencer, à temps, leurs champs en ce début de la saison des pluies.

La baisse des violences est réelle, mais fragile. C'est d'ailleurs le cas tout au long des quelque 1500 kilomètres de frontière nigéro-nigériane, où fleurissent les groupes armés criminels ou ceux liés à l'organisation Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap, ex-Boko Haram). Si cela perdure,



l'afflux au Niger de déplacés nigérians, y compris ceux en état de malnutrition aiguë, baissera mécaniquement.

Mais cela ne fera pas disparaître toutes les tensions alimentaires du pays. «Les chiffres de cette année sont impressionnants, mais c'est chaque année la même chose. Nos financements et nos interventions d'urgence n'apportent pas de réponses pérennes. Il faudrait faire davantage de traitements précoces de la malnutrition et davantage de prévention», critique, sous couvert d'anonymat, un membre d'une agence onusienne.

La prévention, c'est devenu l'objectif du Programme alimentaire mondial (PAM) sur une centaine de sites autour de Maradi. Notamment au nord de cette ville, à Oubandjada, dans une zone plus éloignée de la frontière nigériane et donc épargnée par les violences. «Mais, elle n'échappe pas aux sécheresses récurrentes, ni à la dégradation continue des terres arables ni à l'insuffisance des cheptels consécutive au manque de pâturage et aux épizooties», énumère Maman Saley, responsable de ce projet au PAM de Maradi.

Depuis 2018, l'agence, aux côtés d'autres acteurs, offre à Oubandjada «un paquet intégré d'activités (nutrition, éducation et développement rural)» . «Les résultats sont spectaculaires», se félicite un villageois, Mahaman Ben Jourma. Sur les terres autrefois épuisées, déboisées et lessivées par les orages verdissent aujourd'hui, grâce à un puits plongeant à 100 mètres sous la surface, creusé par l'agence des Nations unies, un espace maraîcher et une pépinière de henné. Tout autour, les agriculteurs plantent à la main des dizaines de milliers de pieds de mil, de sorgho et de niébé (haricots blancs). Ils sèment des parcelles d'arachides. «Avant, c'était réservé aux nantis, la mesure de semence était trop chère», note le villageois.

«Projets de résilience»

Les premières pluies sont tombées, prometteuses. Mais, avant d'arriver aux récoltes, les agriculteurs continueront de scruter le ciel. Garba Jika a des souvenirs douloureux des années passées de précarité. A l'époque, ce colosse au visage scarifié partait s'échiner au Nigeria, pendant des mois, comme docker ou travailleur saisonnier. D'autres prenaient la direction de la Libye, de l'Algérie ou du Mali. «La soudure était trop longue, on hypothéquait nos champs, on vendait les animaux. Maintenant c'est fini», explique-t-il.

L'agriculteur, père d'une famille de quinze enfants âgés de 3 à 38 ans, bénéficie aussi des aides accordées pour la scolarisation des filles. Là aussi les résultats sont patents. «Les filles restent plus longtemps à l'école, certaines vont même au lycée. Donc elles se marient moins jeunes et il y a moins d'enfants», a-t-il observé.

«Ces projets de résilience ne sont pas à l'échelle des besoins du pays et ils coûtent cher au début , reconnaît Jean-Noël Gentile, représentant du PAM au Niger, mais à terme ils diminuent les financements humanitaires d'urgence.» Mais, pour cette année encore, «tous les indicateurs sont au rouge» , s'inquiète-t-il. Selon les projections de l'ONU, 4,4 millions de Nigériens – soit un sixième de la population, rurale à 80 % – risquent d'être en situation de malnutrition aiguë sévère, stade préliminaire à la famine.



Haïti un an après l'assassinat du président, c'est possible de s'en sortir!

Le Soleil - 2022-07-09 - p. 44

Par: Annik Chalifour



L e 28 juin dernier, l'ambassade du Canada en Haïti a lancé une campagne de diversité sous le thème «Valoriser la contribution des Afro-descendants» dans le cadre de la Décennie internationale 2015-2024 Personnes d'ascendance africaine-Reconnaissance, justice et développement.

«Pour promouvoir les droits humains internationaux, la gouvernance inclusive et la démocratie», a déclaré l'ambassadeur du Canada en Haïti, Sébastien Carrière. Tandis que des pourparlers sont en cours entre le Canada et Haïti dans le but de fournir un accompagnement à l'institution policière haïtienne pour freiner l'insécurité handicapante du pays. Cette campagne de diversité et l'approvisionnement en matériels auprès de la police haïtienne sont-elles les solutions appropriées face à la crise haïtienne drastiquement aggravée depuis l'assassinat du président haïtien il y a un an ce 7 juillet 2022? ZOOM SUR HAÏTI Aujourd'hui, 4,5 millions d'Haïtiens sont menacés par la faim en Haïti (population de onze millions) en raison de l'instabilité politique persistante, l'inflation croissante, les changements climatiques.

MIGRATIONS PÉRILLEUSES Les migrants haïtiens, de plus en plus nombreux, fuyant la misère par embarcations clandestines — n'ayant plus rien à perdre — sont victimes de naufrages, de déportations et d'arrestations. En situation d'irrégularité, chassés dans les pays étrangers, ils font face à d'énormes difficultés.



CLIMAT DE TERREUR Au cours du deuxième trimestre 2022, le Centre d'analyse et de recherche en droits de l'homme a recensé 326 enlèvements contre rançon, perpétrés par les gangs armés contrôlant le pays. Deux cent quatre-vingt-dix enlèvements d'Haïtiens, 36 étrangers de neuf pays et 15 enlèvements collectifs. Une augmentation de 34,7 % en comparaison avec la même période en 2021. Les enlèvements visent également le personnel médical, mettant en péril l'accès aux soins déjà fragilisé dans un contexte de forte violence à la hausse combinée avec la pandémie qui perdure.

CHÔMAGE = ILLÉGALITÉ Les pompes à essence fonctionnelles sont devenues rarissimes sur le territoire haïtien. On achète le carburant à partir de ventes illicites, malgré les menaces réelles d'incendies dues à la conservation de ces produits. Le chômage exacerbé oblige à l'illégalité.

STAGNATION DANGEREUSE Bien sûr, les solutions doivent venir par et pour Haïti. Toutefois, quand on fait du surplace dans la boue jusqu'aux genoux, on risque de sombrer à jamais dans la profondeur du marais. On aura peut-être besoin de la main d'autrui pour éviter de disparaître. Cela dit, force est de constater que les institutions haïtiennes, le système des Nations unies, les pays soi-disant amis d'Haïti, ont solidairement failli à leurs missions régaliennes.

On attend toujours l'aboutissement d'enquêtes nationales et internationales autour de l'assassinat de Jovenel Moïse, ayant retenu l'implication de plusieurs institutions, personnalités haïtiennes et étrangères, civils et militaires, décisions politiques et juridiques de certains États. Depuis un an, entre moult voyages et réunions de planification, transactions et opérations, arrestations et protestations, processus d'extraditions et procédures spécifiques aux juridictions étatiques impliquées, Haïti continue de s'enliser dangereusement.

PROTÉGER LA DÉMOCRATIE, VRAIMENT? La faillite de l'intervention occidentale face à la crise en Haïti révèle à la fois notre incompréhension de la dynamique haïtienne complexe et de notre incapacité à négocier la paix entre pairs. Reconnaissons que la dynamique haïtienne alimentée de multiples facettes historiques, culturelles, sociales, religieuses, s'entrecroise au coeur d'un environnement mal connu par la plupart des Occidentaux. Cependant, le Canada se tarde de priser la diplomatie pour gérer les conflits. Alors, qu'attendonsnous pour entamer le dialogue avec Haïti? Lors du récent Sommet des Amériques, le Canada a réitéré son intention de poursuivre sa promotion de la démocratie relative à la protection des droits humains, droits des femmes, droits des migrants, des Autochtones, des LGTBQ sur l'ensemble du continent des Amériques. Le Canada s'y est entretenu avec «les dirigeants progressistes de la Barbade, du Bélize, du Chili, de l'Équateur et de la Jamaïque». «On poursuit notre travail pour éliminer la pauvreté, renforcer la classe moyenne, s'attaquer aux pénuries alimentaires et bâtir des économies réellement équitables», y a déclaré Justin Trudeau.

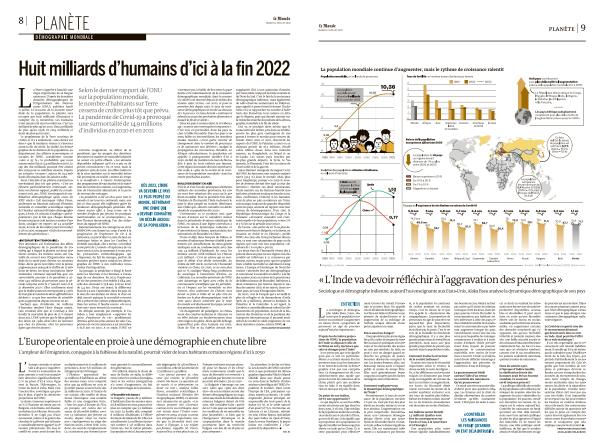
COMMENCER QUELQUE PART Toutefois, absolument rien n'a été évoqué concernant la crise haïtienne pourtant criante... Vous me direz qu'un espace de paix en Haïti serait indispensable afin d'assurer la tenue d'un dialogue productif. Si nous sommes capables d'aller à Kiev en pleine guerre, ne pourrions-nous pas réaliser une table de travail à Port-au-Prince de concert avec les Haïtiens, afin de concrétiser un plan d'action visant l'instauration d'un gouvernement imputable en Haïti? C'est possible d'y arriver, on doit commencer quelque part, faire le premier pas, ensemble, pour notre bien-être commun dans les Amériques.



Huit milliards d'humains d'ici à la fin 2022

Le Monde - 2022-07-12 - p. 8, 9

Par : Guillaume Delacroix



Selon le dernier rapport de l'ONU sur la population mondiale, le nombre d'habitants sur Terre cessera de croître plus tôt que prévu. La pandémie de Covid-19 a provoqué une surmortalité de 14,9 millions d'individus en 2020 et en 2021

La Terre s'apprête à franchir une étape importante de sa longue existence. D'après les dernières données démographiques de l'Organisation des Nations unies (ONU), publiées lundi 11 juillet, à l'occasion de la Journée mondiale de la population, laplanète sera occupée par huit milliards d'humains à compter du 15 novembre. Les humains n'ont jamais été aussi nombreux. C'est un milliard de plus qu'en 2010. Deux milliards de plus qu'en 1998. Et cinq milliards et demi de plus qu'en 1950.

Le peuplement de la Terre continue de croître et il y a seulement «une chance sur deux» que la tendance vienne à s'inverser avant la fin du siècle. En réalité, les démographes de la division de la population, au département des affaires économiques et sociales de l'ONU, considèrent comme «sûre à 95 %» la probabilité que nous soyons entre 8,9 et 12,4 milliards en 2100. Le cap des dix milliards pourrait être atteint dès 2059 pour se stabiliser ensuite, d'après un scénario «moyen», autour de 10,4 milliards d'humains dans les années 2080.

Ainsi, l'atteinte d'un plateau maximal interviendrait plus tôt que prévu. «C'est un élément particulièrement intéressant, car, dans son dernier rapport, publié il y a maintenant trois ans,



l'ONU n'envisageait de stabilisation démographique qu'au cours du XXIIe siècle », fait remarquer Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et conseiller scientifique auprès de l'Institut national d'études démographiques, à Paris. Ce scénario s'explique « principalement » par le fait que chaque femme donne naissance à de moins en moins d'enfants, souligne cet expert: de 2,3 actuellement, le taux de fécondité pourrait tomber à 1,8 en 2100, marquant «la fin du renouvellement des générations ».

«Interruption temporaire»

Très attendues sur l'estimation des effets démographiques de la pandémie de Covid-19 qui a frappé la planète ces deux dernières années, les Nations unies ont travaillé de concert avec l'Organisation mondiale de la santé pour dresser un nouveau bilan. Alors qu'en novembre 2021 la presse anglo-saxonne avançait le chiffre de 17 millions de décès, les deux institutions internationales estiment aujourd'hui que «la surmortalité associée à la pandémie a atteint 14,9 millions de personnes pour la période comprise entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2021» . Elles confirment ainsi que la réalité pourrait correspondre à «près de trois fois le nombre de décès officiellement déclarés» , ce que bon nombre de scientifiques supputaient depuis environ un an.

Sachant que, d'ordinaire, 60 millions d'humains rendent l'âme chaque année, cela voudrait dire que le Covid-19 a fait bondir la mortalité de plus de 12 % durant deux ans. L'ONU précise que le bilan global des décès est «plus élevé chez les hommes que chez les femmes, chez les personnes âgées que chez les jeunes».

Certains craignaient, au début de la pandémie, que les progrès des dernières décennies en matière de mortalité infantile ne soient en partie effacés. «Les données disponibles indiquent qu'il n'y a pas eu de preuve convaincante» en ce sens, mais la prudence reste de mise. Les effets indirects de la crise sanitaire sur la mortalité infantile pourraient en réalité «?mettre du temps à se manifester?», à travers l'interruption des?programmes de vaccination et de nutrition de routine des enfants, ou l'augmentation de l'insécurité alimentaire et la perte de revenus des ménages.

«?La pandémie a été un choc pour tout le monde et sur tous les continents, mais, une fois ce choc passé, elle n'affectera guère les tendances démographiques générales. Elle n'aura aucun effet à long terme sur le nombre d'enfants par femme, les pratiques matrimoniales ou la contraception?», relève Thomas Spoorenberg, l'un des rédacteurs du rapport de l'ONU.

Momentanément, les contagions au virus SARS-CoV-2 ont donné un coup d'arrêt à la progression de l'espérance de vie à la naissance, en particulier en Asie du Sud, en Amérique latine et dans les Caraïbes. A l'échelle mondiale, elle a même «contribué à une perte de 1,7 année» d'espérance de vie entre 2019 et 2021, la ramenant à 71 ans, avec les précautions méthodologiques qui s'imposent, du fait du manque, parfois, de données précises ayant conduit les démographes de l'ONU à des méthodes innovantes d'extrapolation.

Au passage, la pandémie a élargi le fossé entre les hommes et les femmes, à l'avantage de ces dernières. En 2021, l'espérance de vie des premiers s'est établie à 68,4 ans, celle des secondes à 73,8 ans, soit un écart de 5,4 ans. Deux ans avant, la différence était de 5,2 ans. Cependant, dans les pays où le taux de vaccination est élevé, le choc est déjà amorti puisque la mortalité retrouve dès à présent des valeurs prépandémiques. Dans les autres, il faudra encore «de un à trois ans » pour revenir à la normale.



En Afrique australe, par exemple, le Covid-19 a tout simplement «supprimé les gains d'espérance de vie » péniblement obtenus après les pires années du sida?: l'espérance de vie à la naissance y est retombée à 61,8 ans en 2021. A ce stade, l'ONU ne s'aventure pas à établir de lien entre la pandémie et le ralentissement de la croissance démographique mondiale, dans la mesure où celui-ci est observé depuis le milieu des années 1960. Certes, «en 2020, et pour la première fois depuis 1950, le taux de croissance démographique est tombé au-dessous de 1 % par an » . Ce taux devrait «continuer à ralentir au cours des prochaines décennies et jusqu'à la fin de ce siècle »

Dans les pays à revenu élevé, le Covid-19 a agi «comme une interruption temporaire». C'est vrai, en particulier, dans les pays riches à faible fécondité. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les dernières études menées «?n'ont guère montré de changement dans le nombre de grossesses et de naissances non désirées?», malgré la propagation du coronavirus. Résultat, en Afrique subsaharienne, la population est appelée à pratiquement doubler d'ici à 2050, du fait du maintien du taux de fécondité à près de trois enfants par femme. Cette région du monde devrait contribuer à elle seule à «?plus de la moitié de la croissance de la population mondiale?» dans les trente prochaines années.

Bouleversement en Asie

D'ici là, et c'est l'un des principaux éléments saillants des nouvelles prévisions, les cartes vont être rebattues dès 2023 sur le podium mondial. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'Inde va devenir le pays le plus peuplé au monde, détrônant une Chine qui « devrait connaître un déclin absolu de sa population dès 2023 » .

L'événement va se produire avec quatre ans d'avance sur le calendrier avancé dans la précédente livraison statistique de l'ONU, en raison d'une légère correction à la hausse de la dynamique indienne et d'une révision à la baisse, spectaculaire, des estimations de fécondité en Chine.

D'ores et?déjà, dans l'empire du Milieu, le nombre d'enfants par femme s'établit à seulement 1,18. Actuellement, les deux géants asiatiques sont au coude-à-coude, avec chacun 1,4 milliard d'habitants. En 2050, les Indiens seront 1,668 milliard, les Chinois 1,317 milliard. «?C'est un séisme qui va marquer le début d'un déclin irréversible. Au milieu du XIXe siècle, un tiers de l'humanité vivaient en Chine. En 2100, ce ne sera plus que 10 %, souligne Wang Feng, professeur de sociologie à l'université d'Irvine, en Californie. Les nouvelles prévisions de l'ONU sont davantage en ligne avec celles de la communauté scientifique que les précédentes et l'impact sur les mentalités va être énorme. Non seulement les Chinois vont devoir se faire à l'idée de ne plus être les leaders sur le plan démographique, mais ils vont aussi devoir admettre que le reste du?monde voit dorénavant leur pays comme une puissance déclinante.?»

Un changement de paradigme. Le croisement des courbes indienne et chinoise va en effet induire un bouleversement dans cette région du globe. Alors qu'elle héberge aujourd'hui près d'un humain sur trois, l'Asie de l'Est et du Sud-Est devrait être supplantée d'ici à une quinzaine d'années par l'ensemble composé de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud. C'est le fait de la croissance démographique indienne, mais également de celle observée notamment au Pakistan, pays appelé à passer bientôt devant l'Indonésie et à se rapprocher en nombre d'habitants des Etats-Unis, tout comme en Afrique le Nigeria, pays qui devrait monter sur la troisième marche du podium de la démographie mondiale à la fin du siècle.



Ceci va se produire alors même que le sous-continent indien, pris dans sa totalité, envoie les plus gros contingents de migrants à travers le monde pour trouver du travail. Entre 2010 et 2021, observent les experts de l'ONU, le Pakistan a ainsi vu sa diaspora grossir de 16,5 millions d'individus. Même chose, dans une moindre mesure, au Bangladesh, au Népal et au Sri?Lanka. Les autres pays touchés par les?plus grands départs, la Syrie, le Venezuela, la Birmanie, l'ont été en raison de l'insécurité et de la guerre.

Autre élément marquant du rapport 2022 de l'ONU, les hommes sont toujours majoritaires (50,3 %) dans le monde. Mais plus pour longtemps, puisqu' « en 2050 le nombre de femmes devrait être égal à celui des hommes » . Hormis ces deux nouveautés, l'Inde numéro un, les femmes bientôt majoritaires, plusieurs tendances lourdes sont, elles, confirmées. D'abord, si les humains sont de plus en plus nombreux sur Terre, cela masque toujours de grandes disparités entre les pays, souvent en rapport avec leur niveau de développement. D'un côté, la République démocratique du Congo et la Tanzanie «devraient connaître une croissance rapide» de leur population, «entre 2 % et 3 % l'an sur la période 2022-2050 » .

De l'autre, «des pertes de 20 % ou plus devraient avoir lieu en Bulgarie, en Lettonie, en Lituanie, en Serbie et en Ukraine», prédit l'ONU. Au cours des trois prochaines décennies, ce sont une soixantaine de pays ou de régions qui vont voir leur population «diminuer de 1 % ou plus» par an.

Les deux tiers de l'humanité vivent dès à présent dans un pays ou une région où la fécondité est inférieure à 2,1 naissances par femme, niveau requis pour que les populations à faible mortalité se stabilisent à long terme. L'Europe et l'Amérique du Nord devraient «atteindre leur pic démographique et commencer à connaître un déclin» à la fin des années 2030, en raison de la persistance de faibles niveaux de fécondité, inférieurs à deux naissances par femme depuis le milieu des années 1970, et en raison, dans certains pays, de taux d'émigration élevés.

En 2020, c'est la Turquie qui a accueilli le plus de réfugiés et de demandeurs d'asile (près de 4 millions), devant la Jordanie, la Palestine et la Colombie. A cet égard, le Covid-19 a considérablement ralenti les déplacements de population, du fait de la fermeture des frontières et de la paralysie des transports internationaux. Il pourrait avoir réduit de moitié le solde migratoire de ces deux dernières années, estime l'ONU.



Actualité à surveiller



Rien à signaler